



## **Déclaration de la FNEC FP Force Ouvrière au Comité Spécial d'Administration Formation Spécialisée du 28 septembre 2023**

Attal a beau occuper l'espace médiatique, en rien il n'a réglé la situation catastrophique dans laquelle se trouve l'Education Nationale : classes surchargées, manque de personnel médico-social, administratif, enseignant, AESH. Le pacte du diable est un échec retentissant car les personnels ont bien compris qu'il était une arme de destruction massive contre les statuts nationaux. Que le Ministre Attal le retire au plus vite ! D'un discours de pré-entrée à l'autre, chez les chefs d'établissement les termes et les éléments de langage varient pour « empacter » les collègues, qui refusent majoritairement de le signer. Tantôt culpabilisateur, tantôt “ bienveillant”, le ton change mais l'objectif reste le même pour refourguer coûte que coûte les briques, quitte à raconter n'importe quoi. Ce que veulent les personnels c'est le rattrapage du pouvoir d'achat perdu 20 sans augmentation de leur charge de travail bien assez lourde. Comme tous et toutes les Travailleurs et Travailleuses, ils veulent aussi une retraite à taux plein à 60 ans.

Depuis la rentrée scolaire 41 fiches du Registre Santé Sécurité au Travail ont été renseignées, dont 38 concernent le 1er degré. Parmi elles, 14 fiches signalent des violences faites à des membres du personnel en lien direct avec l'inclusion systématique. Et cela n'est que la partie visible de l'Iceberg. Quelles mesures concrètes pouvons-nous annoncer aux collègues qui dès le mois de septembre n'ont comme seule alternative que l'arrêt maladie pour se protéger ? Les Professeurs des Ecoles sont des enseignants, pas des éducateurs, l'Inclusion ne peut pas se faire sans moyens humains, sans créations de tous les postes nécessaires. Attal persiste à vouloir mettre en place l'Acte 2 de l'Ecole Inclusive en détruisant l'enseignement spécialisé pour faire des économies. FO revendique le rétablissement du droit à un enseignement spécialisé et adapté pour les élèves dont la situation l'exige et donc la création de postes dans les structures et établissements spécialisés à hauteur des moyens. Et l'absolue nécessité de recrutement d'AESH sous statut de la Fonction Publique d'Etat, d'abandonner les PIALS et la mutualisation. C'est non à la fusion des missions des AED et des AESH. C'est ce que nous réaffirmerons le 3 octobre avec les AESH, à Brest.

Dans le second degré des fiches révèlent des situations de harcèlement moral à l'égard de professeurs de la part de chefs d'établissement. Les faits sont patents et personne ne peut les nier. Il faut que ces situations cessent immédiatement, que la protection fonctionnelle soit accordée aux victimes de ces faits. FO demande également à l'administration de laisser les personnels travailler sereinement. Les pressions doivent cesser sur les collègues pour participer à des dispositifs chronophages qui alourdissent considérablement la charge de travail tels PHARe, constellations et Evaluations d'écoles qui ne font pas partie des obligations de service. Comme FO l'a déjà expliqué lors de la dernière CAPD, pour lutter contre le harcèlement et toutes les difficultés liées aux incivilités, aux violences auxquelles les personnels et les élèves peuvent être confrontés, il faut des moyens humains et non de nouveaux « référents » chargés de « coacher » et former les personnels. La FNEC FP-FO exige l'abandon du dispositif PHARe.

Le retour à la semaine de 4 jours pour tous sur 36 semaines s'impose dans le premier degré pour mettre fin à la dégradation des conditions de travail, de vie dans un contexte où l'inflation pèse considérablement et diminue le pouvoir d'achat. Les annonces des formations hors temps scolaire sont une preuve supplémentaire de l'insupportable mépris des ministres successifs à l'égard des

agents. Ni PACTE, ni Travail gratuit ! Revalorisation salariale sans contrepartie ! Abrogation de toutes les contre-réformes destructrices du droit à l'instruction : BAC Blanquer, Parcoursup, réforme de la voie professionnelle. Et restitution de tous les postes supprimés.

Enfin, Macron et son gouvernement doivent immédiatement mettre fin à leur politique de répression, aux violences policières, à l'égard des manifestants, des militants qui s'opposent à leur politique néfaste.